L'Inde, démocratie dynastique ou démocratie lignagère ?

Christophe Jaffrelot

▶ **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. L'Inde, démocratie dynastique ou démocratie lignagère ?. Critique Internationale, 2006, 33, pp.135-152. hal-01021338v1

HAL Id: hal-01021338

https://sciencespo.hal.science/hal-01021338v1

Submitted on 9 Jul 2014 (v1), last revised 29 Nov 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Variations

L'Inde, démocratie dynastique ou démocratie lignagère ?

par Christophe Jaffrelot

L'Inde prétend être « la plus grande démocratie du monde » et, de fait, elle remplit bien des critères de la démocratie : depuis plus d'un demi-siècle, le pays organise des élections régulières (et respectueuses des procédures) qui permettent l'alternance au pouvoir sur un mode parfaitement dédramatisé ; la justice y est suffisamment indépendante pour faire respecter un État de droit honorable ; enfin, la presse y est libre et ne ménage guère les gouvernants. La démocratie indienne s'est toutefois révélée des plus conservatrices au lendemain de l'indépendance, du fait, notamment, du rôle qu'ont joué les notables ruraux souvent héritiers des anciens relais locaux du pouvoir colonial. Fidèles à leur principe d'*indirect rule*, les Britanniques ont en effet laissé en place de nombreux princes à la cour desquels ils se sont contentés d'installer un « résident » et un régiment. Ces quelque 600 dynasties royales étaient la fine fleur de ceux que les Britanniques considéraient comme les « leaders naturels »[1] du Joyau de la couronne.

L'influence de ces « leaders naturels » dans l'Inde princière – un territoire représentant les deux cinquièmes du Raj britannique – explique la prégnance des logiques dynastiques au début de la démocratie indienne. Mais si les notables issus de ce milieu ont survécu en politique, c'est parce qu'ils ont su développer des qualités compatibles avec la démocratie, à commencer

1. Voir Sandria Freitag, « Natural Leaders, Administrators and Social Control », *South Asia*, 1 (2), 1981, p. 27-41.

par un dévouement minimum à la cause publique et des compétences dans la gestion des affaires de l'État qui devaient être plus qu'élémentaires. Les électeurs se sont donc rapidement débarrassés des « Rois fainéants ». Cet état de faits s'applique également à la famille des Nehru-Gandhi qui, du coup, constitue davantage une lignée qu'une dynastie politique. Il n'y a rien d'automatique en effet dans la succession des générations aux plus hautes fonctions au sein de cette famille où le pouvoir n'a qu'à de rares – mais importantes – exceptions près attisé les appétits, la responsabilité du caractère héréditaire de la transmission des charges revenant souvent au parti.

La logique lignagère de la politique indienne s'est progressivement diffusée au-delà des milieux princiers et des sommets de l'État qu'incarnent les Nehru/Gandhi sans que le jeu politique se soit refermé pour autant : si l'Inde compte un nombre record de *political families*, de nouveaux venus, souvent issus de la plèbe, entrent dans l'arène en rangs serrés, surtout depuis les années 1980-1990. Les pratiques lignagères qu'ils ne tardent jamais à mettre en œuvre se traduisent toutefois aujourd'hui par la privatisation partielle d'un nombre croissant de formations politiques.

Les Scindia : une démocratie princière ?

L'Inde indépendante n'a pas rompu de manière brutale avec la tradition politique que les princes avaient maintenue sous le Raj. Certes, ces têtes couronnées avaient collaboré avec les Britanniques contre les indépendantistes du Congrès. Mais une fois aux commandes, ce dernier a préféré travailler avec les princes tant par conservatisme social que par pragmatisme, car il était clair que ces notables locaux étaient les mieux placés pour rabattre les voix des paysans vers les candidats du Congrès lors des élections[2]. Si le nouveau gouvernement a aboli les États princiers, qui ont d'abord été classés dans une catégorie spéciale – les *Part C states* –, il a également placé à la tête de chacun d'eux ceux des Maharajahs qui étaient les plus influents, et accordé aux anciens princes une pension confortable. Plus important, la réforme agraire, qui aurait privé ces « leaders naturels » d'une bonne partie de leurs terres, n'a pas eu lieu. Certes, la collecte de l'impôt leur échappait désormais mais la définition des plafonds agraires n'était pas de nature à entamer leur pouvoir. Certains de ces anciens princes, ex-*zamindars* et autres *jagirdars*, ont donc décidé d'entrer en politique pour monnayer leur principal atout : l'influence

2. Sur ce point, voir Christophe Jaffrelot, *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation sociopolitique (1885-2005)*, Paris, Fayard, 2005, 1ère partie.

qu'ils exerçaient sur leurs (ex-)métayers. C'est ainsi que des lignées politiques ont pris naissance au cœur même de la plus grande démocratie du monde. Seules quelques-unes ont survécu politiquement jusqu'à nos jours[3]. Cet élagage radical s'explique par le manque total de complaisance du pouvoir central à l'égard du milieu princier à partir des années 1960-1970, années au cours desquelles Indira Gandhi est allée jusqu'à supprimer les pensions de ces anciens princes afin de renforcer son prestige de leader « socialiste »[4]. Toutefois, la raréfaction de ces lignées politiques tient également au fait que seuls ceux qui ont su s'adapter aux nouvelles règles du jeu ont pu poursuivre leur carrière et transmettre leur circonscription à leurs descendants. En témoigne le cas des Scindia de Gwalior.

En 1947, cette dynastie était à la tête de l'un des plus grands États princiers de l'Inde du Nord. Son prestige tenait non seulement aux dimensions de son territoire mais aussi à son passé glorieux. Ses origines remontaient en effet au XVIII[e] siècle, période à laquelle l'ancêtre des Scindia avait été l'un des généraux de Shivaji, le chef de guerre en lutte contre l'Empire moghol. De 1948 à 1951, l'État de Gwalior fut la colonne vertébrale d'un *Part C state* appelé Madhya Bharat (l'Inde centrale) dont le Rajpramukh, le gouverneur (nommé par New Delhi), n'était autre que l'ancien Maharajah, Jivaji Rao Scindia. Lorsqu'ont eu lieu les premières élections législatives, en 1952, les Scindia contrôlaient une cinquantaine de circonscriptions de l'Assemblée du Madhya Bharat. Cette influence, ils la devaient à la clientèle qu'ils avaient cultivée à l'époque coloniale, celle des ex-*jagirdars* et autres « vassaux » de l'État, qui leur servaient de relais au niveau local et dont ils étaient en mesure de faire élire un certain nombre de représentants – ou d'héritiers – à l'Assemblée régionale. Cette relation clientéliste se fondait également sur le patrimoine économique des Scindia, patrimoine foncier mais aussi industriel, qui leur permettait d'employer des milliers de personnes et leur procurait de gros moyens financiers grâce à des placements judicieux. Les Scindia avaient également acquis une très grande popularité grâce à leurs nombreux dons en faveur d'institutions sociales et éducatives (Jivaji Rao, notamment, fonda l'Université Vikram d'Ujjain en 1956 avec une mise de fonds de cinq millions de roupies)[5]. Indépendamment de ce clientélisme, l'influence des Scindia tenait enfin à la très forte perpétuation dans la région de Gwalior de la tradition de vénération populaire pour la personne du souverain[6].

3. Pour un inventaire déjà vieux de dix ans, voir R. Sarin, « Bygone Glory », *Asiaweek*, mars 1996, p. 36-42.

4. Sur cet épisode, voir Christiane Hurtig, *Les maharajahs et la politique de l'Inde contemporaine*, Paris, Presses de Sciences Po, 1988, chap. 3.

5. *Hitavada*, 16 octobre 1956, p. 1.

6. Jean-Luc Chambard, *Atlas d'un village indien*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1980, p. 37.

En 1952, lors des premières élections, la Hindu Mahasabha – un parti nationaliste hindou – avait remporté de nombreux suffrages. Nehru demanda alors à Jivaji Rao que sa femme, Vijaya Raje Scindia, soit candidate sous l'étiquette du Congrès pour les élections de 1957[7]. Sa stratégie se révéla payante et le poids de la Hindu Mahasabha déclina au profit du parti au pouvoir[8], Vijaya Raje remportant 76 % des voix dans la circonscription de Guna (voisine de Gwalior), où se trouvait la capitale d'été de l'ancienne dynastie, Shivpuri, et, cinq ans plus tard, en 1962, 67 % dans la circonscription de Gwalior. À la fin des années 1960, le chef de la branche régionale du Congrès, D. P. Mishra, s'efforça cependant de s'émanciper de la dépendance du parti vis-à-vis des princes et plus précisément de Vijaya Raje Scindia qui, devenue veuve en 1961, était maintenant appelée la Rajmata (la reine mère). Celle-ci réagit alors vivement aux manœuvres de Mishra : après les élections de 1967, elle forma son propre parti avec « ses » élus à l'Assemblée du Madhya Bharat, ce qui lui permit de faire tomber le gouvernement congressiste. Ensuite, elle rejoignit formellement le Parti libéral (Swatantra Party) – sous l'étiquette duquel elle fut élue en 1967 à Guna avec 79 % des voix –, puis la mouvance nationaliste hindoue peu après, quand le Congrès durcit sa politique à l'égard des anciens princes pour donner des gages de socialisme à un électorat qui commençait à douter de lui. Les pensions des anciens princes furent abolies en 1971 au terme d'une bataille juridico-politique qui amena les Scindia – comme beaucoup d'autres familles princières – à adhérer au Jana Sangh, le parti nationaliste hindou qui avait pris le relais de la Hindu Mahasabha dans la région. La Rajmata Scindia fut candidate aux élections sous l'étiquette du Jana Sangh, puis sous celle du Bharatiya Janata Party (BJP) – le successeur du Jana Sangh – de 1972 à 1998 (avec une interruption en 1977 et en 1984). Elle fut réélue au Parlement quatre fois sans discontinuer, de 1989 à 1998, dans la circonscription de Guna.

Les succès électoraux de la Rajmata Scindia découlent bien entendu de sa qualité de « leader naturel », mais aussi de sa capacité à jouer le jeu démocratique. Jamais, en effet, elle ne s'est contentée d'exploiter le formidable capital politique que représentaient son nom, son influence et sa fortune. Sa force lui venait de ce qu'elle agissait au nom d'une idéologie, puisqu'elle a adhéré aux thèses nationalistes hindoues dans ce qu'elles ont de plus xénophobes et a présidé, à ce titre, aux destinées régionales de la Vishva Hindu Parishad

7. Vijaya Scindia, Manohar Malgonkar, *Princess. The Autobiography of the Dowager Maharani of Gwalior*, New Delhi, Time Book International, 1988, p. 172-173.

8. Pour plus de détails, voir C. Jaffrelot, *Les nationalistes hindous. Idéologie, implantation et mobilisation des années 1920 aux années 1990*, Paris, Presses de Science Po, 1993, notamment les cartes p. 505 et 506.

(Association hindoue universelle), une filiale du mouvement nationaliste hindou, dès 1968. Vice-présidente du BJP au début des années 1980, elle a pris part aux débats qui travaillaient alors le parti et a défendu sa pureté doctrinale contre les cadres dirigeants prompts à bafouer leurs propres idéaux pour rallier de nouveaux soutiens. Mais la Rajmata a également lutté avec un courage physique remarquable contre l'état d'urgence, cette période de dix-huit mois au cours de laquelle Indira Gandhi a suspendu la démocratie et mis les opposants sous les barreaux. Elle a tout d'abord pris la route du Népal – le pays d'où sa famille était théoriquement originaire – en compagnie de son secrétaire particulier qui lui servait de chauffeur, puis elle a fait demi-tour et s'est laissée emprisonner[9]. Les terribles conditions de détention qu'elle a subies alors ont renforcé sa détermination à lutter contre Indira Gandhi qu'elle est par la suite allée affronter dans sa circonscription en 1980. Cette princesse-là ne vivait pas dans les salons : c'était une battante qui allait chercher les voix de ses électeurs au fin fond des campagnes, lors de tournées épuisantes où les meetings s'enchaînaient de villages en villages, ainsi que j'ai pu l'observer dans le district de Shivpuri en 1989.

Comme de nombreux princes, les Scindia ont très tôt considéré la politique comme une affaire de famille. La Rajmata a fait élire son frère à l'Assemblée régionale dans une circonscription proche de Gwalior. Son fils, Madhav Rao Scindia, a adhéré au Jana Sangh dès 1970, à son instigation, et il a brigué lui aussi les suffrages des électeurs avec un succès plus grand encore. Pendant presque trente ans, de 1971 à 1999, Madhav Rao a été réélu sans jamais connaître l'échec, dans la circonscription de Guna puis dans celle de Gwalior que sa mère lui avait laissée dès 1977, l'année où, mal remise de ses années de prison, elle lui transmit le flambeau et annonça sa retraite politique. N'était-il pas l'héritier mâle de la famille ? Madhav Rao s'est montré toutefois expert dans l'art de jouer de son influence auprès des partis politiques. Loin de s'inféoder au Jana Sangh, il se rapprocha du Congrès qui demeurait très désireux de conserver un pied « au Palais », pour reprendre l'expression des habitants de la région. En 1977, il fut l'un des rares candidats du Congrès[10] à éviter la défaite dans l'Inde du Nord qui faisait alors payer au parti les heures noires de l'état d'urgence. Il fut ensuite réélu sans interruption sous l'étiquette congressiste et occupa des postes ministériels de plus en plus importants : les Chemins de fer (1984-1989), sous Rajiv Gandhi, l'Aviation

9. Je tiens ces informations de Sunderlal Diwan, un industriel de Shivpuri qui fut longtemps le principal notable de la circonscription de la Rajmata Scindia.

10. Il s'était présenté comme « indépendant », avant de rejoindre le groupe congressiste au Parlement, mais sa proximité avec le Congrès était de notoriété publique.

civile (1991-1995), sous Narasimha Rao, et les Ressources humaines, qui incluent l'Éducation nationale (1995-1996). Lorsque le Congrès lui refusa l'investiture en 1996, à la suite d'une affaire de corruption dans laquelle plusieurs de ses leaders nationaux étaient impliqués (l'affaire Hawala), il créa son propre parti et remporta les élections dans sa circonscription contre le candidat officiel du Congrès, ce qui amena celui-ci à le réintégrer dès 1998. Avec Madhav Rao, la lignée des Scindia a fait valoir un autre atout indispensable à tout homme politique en démocratie : la compétence. Formé à Oxford, le fils de la Rajmata est devenu, dès son retour en Inde, le Président du Consortium d'affaires de la famille. Il a cultivé cette réputation de manager efficace au sein du gouvernement de Rajiv Gandhi, un « quadra », comme lui, qui, à l'époque, promettait de faire entrer l'Inde – avant l'heure – dans le XXI^e^ siècle. Lorsqu'il était secrétaire d'État aux Chemins de fer, il a œuvré pour le développement des trains à grande vitesse, dont il s'est empressé d'ouvrir une ligne Delhi-Gwalior, l'attention qu'il portait à sa région n'étant pas pour rien dans sa popularité.

Cette réputation de manager, dont Madhav Rao a été auréolé jusqu'à sa mort dans un accident d'avion en 2001, se retrouve chez sa sœur cadette, Vasundhara Raje, qui a mené sa carrière politique au sein du BJP dans le sillage de sa mère. La Rajmata a initié sa fille à la politique dès que la rupture idéologique avec son fils fut consommée. Comme elle s'était mariée en 1972 avec l'héritier d'une lignée princière voisine – la dynastie de Dholpur – dont le territoire avait été incorporé à l'État du Rajasthan, Vasundhara Raje fut candidate – avec succès – à l'Assemblée régionale de cet État en 1985. Elle a remporté ensuite un siège parlementaire dans une autre circonscription de l'État, Jhalawar, et l'a conservé sans interruption à l'occasion d'élections législatives régulières et anticipées, en 1991, 1996, 1998 et 1999. Dès 1998, elle est entrée dans le gouvernement d'A. B. Vajpaye, comme secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Sa carrière a toutefois pris un tour nouveau lorsqu'elle a démissionné du Parlement pour conduire le BJP à la bataille lors des élections de 2003 au Rajasthan. Elle a réalisé alors une tournée de 12 380 km, appelée *Parivartan Yatra* (le pèlerinage du changement) dans un van dépourvu d'air conditionné, en pleine chaleur de mai, vêtue du costume traditionnel des princesses rajasthanies. Qu'une *Maharani* (littéralement, « grande reine ») vienne ainsi vers eux a intrigué, puis finalement séduit les électeurs qui – non seulement parce qu'ils étaient séduits mais aussi parce qu'ils voulaient rejeter le gouvernement congressiste sortant – ont donné au BJP une majorité sans précédent dans cet État, et à celui-ci sa première femme chef de gouvernement. Une fois encore, une Scindia a bénéficié de ce mélange de tradition et de modernité qui faisait l'image de marque de la

famille. Quand on l'interroge sur les raisons de sa popularité, Vasundhara Raje n'hésite pas à répondre : « Les gens me font confiance à cause de la famille d'où je viens »[11]. Et de fait, elle a été fidèle, d'une part, à la modernité qu'incarnait son frère, en mettant l'accent durant toute sa campagne sur les questions économiques[12], d'autre part, à la méthode maternelle, qui consistait à aller au-devant du peuple de façon naturelle mais aussi au prix d'un réel effort. Membre du Conseil exécutif national du BJP depuis 1987, elle est devenue une pièce maîtresse du dispositif nationaliste hindou en tant que « *boss* » régional, comme l'avait été sa mère. Sa sœur, Yashodhara Raje Scindia, a décidé, elle aussi, de mener une carrière politique au sein du BJP mais en restant au Madhya Pradesh, État dont elle a rejoint l'Assemblée en 1998 avant d'être réélue en 2003. Elle en est aujourd'hui la ministre du Tourisme.

La mort prématurée de Madhav Rao n'a pas signifié l'extinction de la branche congressiste de la lignée. Jyotiraditya, son fils, a aussitôt pris la relève. Marié à l'héritière d'une autre famille princière entrée elle aussi en politique, celle du Cachemire, dont le doyen, Karan Singh, avait été ministre d'Indira Gandhi dès les années 1960, Jyotiraditya venait juste de finir son Master of Business Administration (MBA) à Stanford. Lors d'une élection partielle en 2002, il a été élu député sous l'étiquette congressiste dans la circonscription que son père avait remportée en 1999. Il a conservé ce siège en 2004.

Fait sans précédent en Inde, la troisième génération d'une famille princière fait donc ses débuts en politique au Parlement[13]. Le caractère exceptionnel de la trajectoire des Scindia tient d'abord au fait qu'ils ne se sont pas reposés sur le seul prestige hérité du passé mais ont payé le prix de leur engagement politique. Comme Vijaya Raje Scindia pendant l'état d'urgence, ils ont su battre le pavé pour aller au devant des électeurs et ont compris la nécessité d'acquérir des compétences techniques. Ils ont d'ailleurs fait éduquer leurs enfants dans des institutions de renommée internationale et ont investi dans l'industrie et les services. Ils avaient vocation à gouverner d'après les critères du passé ; ils l'ont conservée en s'adaptant à la logique démocratique.

À ces qualités s'en ajoute une autre : l'intégrité. Jusqu'à l'affaire Hawala, aucun Scindia n'avait jamais été soupçonné de corruption. Leur image de

11. A. Nagaraj, « The Grapes of Rath », *The Indian Express*, 4 mai 2003. L'exression *Grapes of Rath* désigne un chariot processionnel ; ici, elle désigne le véhicule de Vasundhara Raje.

12. La presse a souligné que, diplômée en économie et « assistée d'une équipe de professionnels, elle choisit ses candidats après une analyse scientifique de chaque circonscription » (*cf. The Indian Express*, 8 décembre 2003).

13. D'une façon générale, les anciens princes ont généralement échoué à dépasser le niveau de la seconde génération. Pour ne prendre que quelques exemples, les familles de Rewari, Panna, Mysore, Baroda et Bhopal n'ont pas pu aller au-delà.

probité a été un élément majeur de leur popularité, leurs électeurs trouvant par ailleurs normal qu'une famille aussi riche n'éprouve pas le besoin d'ajouter encore à sa fortune par des moyens illégaux. Pendant sa campagne de 2003, Vasundhara Raje aimait à répéter : « Je viens d'une grande famille. Je n'ai aucun besoin, aucun problème »[14].

Les Nehru/Gandhi, créatures des institutions démocratiques ?

Dans le cas des Nehru/Gandhi, non seulement les héritiers sont condamnés à donner de leur personne, tant en termes de compétences que d'engagement sur le terrain, mais, en outre, les rejetons de la famille ne sont pas systématiquement pressentis par leurs aînés pour leur succéder, ni même désireux d'hériter du pouvoir : ils y viennent le plus souvent sous la pression d'une institution essentielle au jeu démocratique, le parti.

Les Nehru appartiennent à ce milieu typique de la société et de l'État indiens que sont les brahmanes du Cachemire, des castes de lettrés dont les compétences ont été utilisées par l'administration des différents royaumes et empires qui se sont succédé dans le pays. Un de leurs ancêtres, Raj Kaul, qui vivait dans la vallée de Srinagar, fut repéré en 1716 par un représentant du pouvoir moghol qui le fit venir à Delhi. Son arrière petit-fils, Lakshmi Narayan, perpétua cette tradition de grand commis de l'État en devenant le premier *vakil* (avocat) de l'East India Company à la Cour moghole de Delhi. Son fils, Ganga Dhar était officier de police à Delhi quand éclata la révolte des Cipayes en 1857. Cet événement amena toute la famille à fuir à Agra. Elle avait tout perdu, mais parvint assez vite à valoriser son capital traditionnel, une compétence de lettrés. Les fils adultes de Ganga Dhar, qui avaient très tôt appris l'anglais, devinrent *subordinate judge* pour l'un et *diwan* (chef de gouvernement au service d'un prince) de Khetri au Rajasthan pour l'autre. Motilal Nehru, beaucoup plus jeune, suivit ce dernier et fut le véritable fondateur de la lignée des Nehru-Gandhi à l'époque moderne[15].

Admis au barreau d'Allahabad, la plus haute instance judiciaire des Provinces unies – l'actuel Uttar Pradesh, le plus grand État de l'Inde – Motilal Nehru entra rapidement en politique pour devenir président du Congrès en 1919, une charge qu'il occupa à nouveau en 1929. Les relations entre Motilal et son fils Jawaharlal ne furent en rien unilatérales[16]. Certes, le père chercha à initier

14. A. Nagaraj, « The Grapes of Rath », art. cité.

15. Bal Ram Nanda, *The Nehrus: Motilal and Jawaharlal*, Londres, G. Allen and Unwin, 1962, p. 18.

16. Pour bien saisir la nature des relations entre Motilal et Jawaharlal, voir leur correspondance reproduite dans J. Nehru, *A Bunch of Old Letters*, Londres, Asia Publishing House, 1960.

son fils à la vie publique. L'ayant envoyé faire son droit en Angleterre, il l'associa à son cabinet d'avocat à son retour en 1911 et le fit élire, en 1923, maire d'Allahabad, une ville dont il était l'un des principaux notables. Mais Motilal subit aussi l'influence d'un fils qui s'était forgé ses propres idées politiques, en Europe d'abord, puis au contact des masses indiennes au-devant desquelles cet intellectuel aux mains blanches s'était fait un devoir d'aller. Jawarharlal est devenu socialiste très tôt puis gandhien, d'où son nationalisme radical auquel il convertit partiellement son père dans les années 1920 et que reflète le « Rapport Nehru » de 1928, l'œuvre conjointe des deux hommes et le premier projet de Constitution produit par des Indiens.

Jawaharlal devint président du Congrès dès l'année suivante, succédant à son père sans qu'il soit possible d'accuser ce dernier de népotisme. En vérité, cette élection a été possible grâce à l'influence de Gandhi, son père spirituel [17], qui avait décelé en lui l'étoffe d'un chef politique. De fait, Nehru s'est imposé comme le leader incontesté de l'Inde indépendante en raison tant de ses talents personnels que de sa relation privilégiée avec le Mahatma [18]. Premier ministre de 1947 à sa mort, en 1964, il n'a jamais manifesté le souhait de voir sa fille lui succéder. Certes, il a favorisé son entrée en politique en l'emmenant dans ses visites officielles à l'étranger, mais il n'a apparemment eu aucune part dans son élection au comité exécutif du Congrès en 1955, puis à la présidence du parti en 1959 [19]. Une fois à la tête de la première formation du pays, Indira a mené sa propre politique, sans en référer à son père. Celui-ci a paru, d'ailleurs, indisposé par la campagne de sa fille contre le gouvernement du Kérala qui fut finalement démis de ses fonctions par le président de la République en vertu de l'article 355 de la Constitution (procédure dite de la *President's rule*). Au début des années 1960, Nehru nomma Indira à la tête du National Integration Council et la laissa se rendre sur le front de la guerre sino-indienne où elle accrut sa popularité en réconfortant les soldats [20]. Ce fut à ce moment-là que, la question de la succession de Nehru se faisant plus pressante, un journaliste américain publia un ouvrage au titre

17. Sur la relation Nehru/Gandhi, voir Michael Brecher, *Nehru. A Political Biography*, Boston, Beacon Press, 1961, chap. 3.

18. Loin de s'en remettre au seul charisme de Gandhi, Nehru entreprit dès les années 1920 de sillonner l'Inde pour y répandre le message nationaliste et, dès les années 1930, pour y briguer le suffrage des électeurs à l'occasion des scrutins organisés par les Britanniques. Président du Congrès en 1937 – l'année des premières élections auxquelles participèrent les partisans du Mahatma –, il fit campagne à travers tout le pays, n'hésitant pas pour cela à louer un avion. Cette tournée – la première d'une très longue série qui ne devait s'interrompre que dans les années 1960 – lui permit de tenir des centaines de meetings réunissant parfois plus de cent mille personnes (*cf.* Sarvepalli Gopal (ed.), *Selected Works of Jawaharlal Nehru*, vol. 7, New Delhi, Orient Longman, 1975, p. 184-185).

19. S. Gopal, *Jawaharlal Nehru. A biography*, vol. 3, *1956-1964*, Delhi, Oxford University Press, 1984, p. 67.

20. Beatrice Pitney Lamb, *The Nehrus of India: Three Generations of Leadership*, New York, The Macmillan Company, 1967, chap. 17.

suggestif – *After Nehru, who ?* – dans lequel il présentait Indira comme un Premier ministre possible[21]. Mais jamais l'homme fort du régime n'a essayé de ménager une transition susceptible de porter sa fille à la direction des affaires de l'Inde car comme il le déclara un jour publiquement : « La notion de succession dynastique est tout à fait étrangère à une démocratie parlementaire comme la nôtre, hormis le fait qu'elle révulse mon esprit »[22].

À la mort de Nehru, la procédure se conforma globalement aux règles institutionnelles : le ministre de l'Intérieur, G. L. Nanda devint Premier ministre par intérim, puis les chefs du parti désignèrent à ce poste un vétéran du mouvement d'indépendance, Lal Bahadur Shastri. Il faut toutefois noter que Shastri se fit un devoir de proposer le poste à Indira Gandhi qui le refusa. Shastri l'invita alors à rejoindre son gouvernement, ce qu'elle refusa également, puis, comme il insistait, elle accepta le portefeuille baptisé « Information and Broadcasting »[23]. La logique dynastique qui allait donner naissance à la lignée des Nehru-Gandhi ne se serait sans doute jamais enclenchée si Shastri n'était pas mort d'une crise cardiaque au moment de signer les accords de paix avec le Pakistan à Tashkent. À ce moment-là, c'est le parti qui jeta son dévolu sur Indira Gandhi. Son président, Kamaraj, a donné les nombreuses raisons de ce choix : « Elle connaît les leaders du monde entier, a beaucoup voyagé avec son père, a grandi parmi les grands hommes du mouvement d'indépendance, a un esprit rationnel et moderne, est totalement exempte de tout esprit de chapelle lié à une région, à la caste ou à la religion. Elle a peut-être hérité le tempérament scientifique de son père et, par dessus tout, elle peut gagner les élections de 1967 »[24].

Ce ne sont donc pas seulement les qualités d'Indira qui ont influé sur la décision du parti mais aussi son ascendance, d'où certaines des qualités en question étaient d'ailleurs censées venir. La fréquentation des hommes de pouvoir dans le cadre du cercle familial auréole souvent la descendance de la famille en question d'une légitimité politique particulière. Plutôt effacée et encore novice, Indira n'avait pour elle que son nom et l'impression qu'elle donnait aux leaders du Congrès de pouvoir être facilement manipulée. Il faut souligner ce point qui rappelle la trajectoire politique de Vijaya Raje Scindia et qui explique la présence de tant de femmes dans la politique indienne : ces héritières ne sont pas entrées sur la scène publique par ambition, ni même de leur plein gré, mais à reculons, sous la pression de leaders masculins désirant

21. Welles Hangen, *After Nehru, who ?*, New York, Harcourt, Brace and World, 1963.
22. Cité dans Inder Malhotra, *Indira Gandhi*, Londres, Hodder and Stoughton, 1989, p. 81.
23. Pupul Jayakar, *Indira Gandhi. A Biography*, New Delhi, Viking, 1988, p. 170.
24. *Ibid*., p. 177.

exploiter leur pedigree. Les barons du Congrès envisageaient d'utiliser le nom d'Indira en 1967, mais ils eurent à le faire dès la succession de Shastri car l'un d'entre eux, Morarji Desai, se déclara candidat : preuve supplémentaire que les Nehru/Gandhi ne forment pas une dynastie, l'avènement d'Indira, malgré son nom, ne se fit pas dans la belle unanimité qui avait entouré la nomination de Shastri. Le groupe parlementaire congressiste vota donc pour départager les deux concurrents et Indira l'emporta par 355 voix contre 155, non sans que « la famille » ait eu à faire entendre sa voix. Pendant les débats qui précédèrent le vote, la sœur de Nehru, Vijayalakshmi Pandit – qui avait été ambassadrice dans plusieurs grands pays avant d'être élue au Parlement dans la circonscription de son frère après la mort de celui-ci – fit un discours qui témoignait de l'omniprésence des arguments lignagers : « Il ne fait aucun doute qu'Indira Gandhi sera le prochain Premier ministre de l'Inde. Nous, les Nehru, sommes très fiers de notre famille. Quand un membre de la famille sera désigné comme Premier ministre, le peuple le fêtera »[25].

Une fois en poste, Indira Gandhi s'est révélée très déterminée. À l'instar de Vijaya Raje Scindia, elle ne s'est pas contentée d'exploiter le capital symbolique qui s'attachait à son nom et ne s'est pas reposée sur le réseau de notables qui l'avait portée au pouvoir. Au contraire, elle s'est donné un programme idéologique et a cherché à s'émanciper de toute tutelle en donnant de sa personne pour convaincre directement les électeurs. En 1969, elle a provoqué une scission au sein du Congrès ; en 1970, elle a dissout le Parlement ; et en 1971, elle a mené une campagne électorale sans précédent, allant vers le peuple d'une façon plus intense encore que son père, qui plus est avec un slogan habile et très personnalisé : « Certains disent débarrassez-vous d'Indira [*Indira hatao*] ; je dis débarrassez-vous de la pauvreté [*garibi hatao*] ! ».

De tous les membres de sa lignée, c'est Indira Gandhi qui a exprimé le plus clairement sa volonté de maintenir la famille à la tête du pays. Pendant l'état d'urgence, de 1975 à 1977, elle a mis en avant son fils cadet, Sanjay, sur lequel elle s'est entièrement reposée, à un moment où la dérive autoritaire du régime s'accompagnait de l'exercice solitaire du pouvoir : soupçonnant tout le monde de duplicité, même ses amis, elle s'en est remise au cercle familial qui se réduisait à son fils cadet, l'aîné, Rajiv, désapprouvant, pour sa part, l'état d'urgence. Or Sanjay, qui n'avait pas réussi à finir ses études secondaires et se passionnait surtout pour les automobiles, n'était en rien qualifié pour gouverner l'Inde. Il n'y a sans doute aucun hasard dans le fait que les heures les plus noires de la démocratie indienne aient été aussi celles où le principe dynastique s'est

25. *Ibid*., p. 179.

appliqué en Inde de la manière la plus aveugle. Sanjay outrepassa en effet ses fonctions avec une violence inouïe sans avoir à rendre compte de ses agissements comme les règles de l'État de droit l'exigeaient. Porté à la tête des Jeunesses du Congrès, il fut l'exécuteur des œuvres les plus basses de l'état d'urgence, comme la politique de stérilisation forcée qui a concerné plus de huit millions d'Indiens.

Le Congrès fut sanctionné lors des élections de 1977, mais Indira Gandhi continua de défendre Sanjay contre les leaders du parti qui lui attribuaient cet échec [26]. À tel point qu'une scission intervint en 1978, donnant naissance à un Congrès (I) – I pour Indira – qui recouvrit le pouvoir en 1980. Consciente que son fils ne pouvait pas faire l'économie d'un apprentissage politique pour accéder au sommet de l'État, Indira Gandhi s'employa alors à lui faire gravir les échelons un à un. La même année, des élections eurent lieu à l'Assemblée de l'Uttar Pradesh. Sanjay y entra et ses pairs en firent leur chef, le recommandant à Indira pour qu'il dirige le gouvernement du plus grand État de l'Inde. Elle refusa, le nommant, à la place, secrétaire général du All India Congress Council Committee, poste d'observation autant que de pouvoir où il pourrait apprendre le métier d'homme politique. Indira Gandhi n'avait pas renoncé à faire de Sanjay son dauphin, Rajiv, pilote de ligne, n'ayant manifesté aucun intérêt particulier pour la politique, mais elle avait compris qu'aucun raccourci n'était possible dans un pays où certaines institutions et certaines procédures restaient incontournables. Elle serait peut-être parvenue à l'imposer à la tête du Congrès si Sanjay ne s'était pas tué aux commandes du monoplace qu'il aimait piloter au-dessus de New Delhi. Sa veuve, Maneka, chercha à utiliser le patronyme qu'elle avait acquis par alliance. Mais elle le fit hors du Congrès (car elle tomba vite en disgrâce auprès d'Indira Gandhi) [27] et sans grand succès, malgré l'accueil chaleureux que lui réservèrent les partis d'opposition au Congrès où elle trouva un temps refuge, du Janata Dal – grâce auquel elle fut élue au Parlement en 1989 et devint ministre pour une brève période – au BJP, qui recueillit également son fils pour les élections de 2004, sans pouvoir le faire élire.

L'obsession dynastique d'Indira Gandhi la conduisit dès 1980 à demander à Rajiv de prendre la place de Sanjay à ses côtés. Mais Rajiv renoua, en un sens, avec la tradition familiale faite de respect des institutions et de retenue : à la différence de Sanjay, il n'était mu par aucune ambition politique. Il prit le temps de la réflexion et ne céda aux demandes de sa mère qu'à regret. Il fut

26. Kushwant Singh, *Indira Gandhi Returns*, New Delhi, Vision, 1979.

27. En 1984, elle créa le Rashtriya Sanjay Vichar Manch (le Forum pour la pensée de Sanjay) et se présenta dans la même circonscription que Rajiv mais enregistra une défaite cuisante.

élu dans la circonscription de son frère, Amethi, en 1981, et nommé peu après secrétaire général du Congrès. Mais cela ne suffisait pas à en faire le candidat désigné pour la magistrature suprême. Rajiv devint Premier ministre du fait des circonstances, c'est-à-dire après l'assassinat de sa mère par ses gardes du corps sikhs en octobre 1984. Il le devint quelques heures seulement après le drame, à la suite d'une réunion d'urgence des leaders du Congrès. Comme Indira, il n'avait exercé que quelques responsabilités secondaires et n'était candidat à rien mais il dut accepter le poste sous la pression du parti qui espérait ainsi capitaliser sur la popularité de son nom à un moment critique pour la nation. Le Congrès remporta les élections de décembre 1984 avec un score sans précédent.

Rajiv Gandhi ne fut pas le Premier ministre falot que l'opposition a dénoncé au début de son mandat. Lui aussi s'est donné un programme. Si son slogan – « Faire entrer l'Inde dans le XXI^e^ siècle » – sonnait d'autant plus creux qu'il n'hésitait pas à flatter, par calcul électoral, les communautarismes religieux les plus obscurantistes, sa volonté de redynamiser le Congrès – volonté qu'il afficha lors du centième anniversaire de la formation en 1985 dans un discours musclé contre la sclérose et la corruption du parti – ainsi que son souci de libéraliser l'économie et de décentraliser l'administration étaient fortement argumentés[28]. Bien qu'il ait campé la figure de l'héritier plus que n'importe quel autre membre de la famille, Rajiv ne manquait pas de consistance politique. D'autant que lui aussi a perdu le pouvoir en 1989 et a dû se battre, comme leader de l'opposition au Parlement, pour le reconquérir. Les efforts qu'il a déployés dans les années 1990-1991 pour regagner le terrain perdu ont confirmé que les Nehru-Gandhi étaient moins une dynastie qu'une lignée : décidément, le pouvoir ne leur revenait pas de façon naturelle ; il leur fallait le reprendre de haute lutte, au prix de campagnes électorales acharnées. Rajiv a été victime au demeurant d'un attentat suicide perpétré par les Tigres tamouls de Sri Lanka alors qu'il achevait sa tournée électorale pour le scrutin de 1991. C'est à ce « sacrifice » et à la vague de sympathie qu'il souleva dans tout le pays que son parti dut la victoire. Les efforts réalisés jusque-là par Rajiv n'auraient sans doute pas suffi à le porter au pouvoir.

L'histoire a semblé se répéter dans les années 1990 quand la veuve de Rajiv, Sonia, fut soumise aux habituelles pressions du parti. Elle y résista plus de sept ans, mais les appels à l'aide du Congrès redoublèrent après sa défaite historique de 1996. En mars 1997, Sonia accepta de devenir membre du parti.

28. À cela s'ajoutait l'Anti-Defection Bill qui visait à empêcher des élus de changer de parti en cours de législature. *Cf.* Myron Weiner, « Rajiv Gandhi: A Mid-term Assessment », dans Ashutosh Varshney (ed.), *The Indian Paradox*, New Delhi, Sage, 1989, p. 293-318.

Un an plus tard, le Comité exécutif du Congrès (CWC) vota une résolution l'appelant à en prendre la présidence, ce qu'elle accepta[29]. Le parti n'en perdit pas moins les élections et ceux, parmi ses rivaux, qui convoitaient son poste imputèrent les échecs du Congrès aux origines italiennes de sa présidente, alors qu'elle avait la nationalité indienne depuis 1983. Sonia démissionna aussitôt, obligeant le parti à se débarrasser de ces importuns et à la supplier de revenir.

Au fil du temps, Sonia est devenue une femme politique et même une femme d'État forçant le respect par ses prises de position courageuses et son action sur le terrain. En 2000, alors que rien ne laissait prévoir le pogrom antimusulman de 2002, elle protesta auprès du Président contre la politique des nationalistes hindous du Gujarat où le BJP, qui occupait le pouvoir, autorisait les fonctionnaires à adhérer à des organisations ouvertement xénophobes comme le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS – Association des volontaires nationaux) au mépris de la Constitution[30]. En 2002, par sens du compromis et afin de stabiliser une région sous tension, elle força la branche régionale du Congrès à laisser la direction du gouvernement de coalition du Jammu et Cachemire à son partenaire régional alors qu'il avait moins de sièges. En 2004, elle conduisit le parti à la victoire au terme d'une campagne électorale de plusieurs mois au cours desquels elle parcourut l'Inde des villes et des villages. Une fois de plus, la popularité d'une Nehru-Gandhi était autant le fait de son héritage politique que de sa capacité à descendre dans l'arène, mais aussi, en l'occurrence, du drame personnel dont elle avait été la victime : si Rajiv avait « profité » d'une vague de sympathie due à l'assassinat de sa mère en 1984 – Indira ayant elle-même « bénéficié » de cette sympathie après la mort de son fils Sanjay, dans une moindre mesure cependant, celui-ci étant le moins populaire des Nehru-Gandhi –, Sonia « profita » de la compassion suscitée par le meurtre de son mari, drame qui l'avait plongée pendant plusieurs années dans une grave dépression. L'image de famille martyre qui s'attache depuis les années 1980 à la lignée rappelle celle des Bandaranaike à Sri Lanka et celle des Bhutto au Pakistan. Cet *ethos* du sacrifice s'est trouvé renforcé en 2004 lorsque Sonia a renoncé au poste de Premier ministre après la victoire du Congrès. La presse indienne, fidèle à ses stéréotypes culturalistes, la représenta aussitôt la tête couverte d'une couronne d'épines, alors que sa décision était moins inspirée par sa religion supposée – le christianisme – que par le répertoire gandhien, comme en témoigne

29. Yusuf Ansari, *Sonia Gandhi*, New Delhi, Tara-India Research Press, 2006, p. 126.

30. Voir sa lettre au président de la République, *ibid*., p. 198. Le RSS est la matrice idéologique et organisationnelle du mouvement nationaliste hindou en Inde.

l'explication qu'elle donna de sa décision : « sa petite voix intérieure » l'avait dissuadée d'accepter un poste où elle aurait été la cible constante des nationalistes hindous du fait de ses origines étrangères. Elle n'en demeure pas moins une pièce maîtresse de la coalition au pouvoir en tant que présidente du Congrès depuis 1998 et, depuis 2004, du Conseil national consultatif chargé de veiller à la cohérence de la coalition au pouvoir dont le Congrès est le pivot.

En 2004, Sonia Gandhi s'est résignée à voir son fils Rahul disputer les élections dans la même circonscription que son père, celle d'Amethi, et donc entrer au Parlement. La lignée des Nehru-Gandhi a, *de facto*, trouvé un héritier qui conduira sans doute le parti à la bataille électorale de 2009. Encore trentenaire, Rahul prend le temps, lui aussi, d'acquérir une personnalité politique plutôt que de se contenter de son nom. Il a entrepris de reconstruire le Congrès dans l'Inde du Nord, sa zone de force passée où il est devenu très faible, et de se donner un programme mettant au goût du jour l'idéologie du parti [31].

Les Nehru-Gandhi forment donc moins une dynastie qu'une lignée politique du seul fait des échecs électoraux qu'ils ont enregistrés de manière répétée : le pouvoir ne leur est pas acquis, et s'ils le conservent, c'est autant – comme dans le cas des Scindia – grâce au prestige de leur nom qu'aux efforts qu'ils déploient sur le terrain et à leur projet (voire à leurs compétences) politique(s). À la différence des familles qui se sont perpétuées au pouvoir dans les autres pays d'Asie du Sud, les Nehru-Gandhi ont été ainsi contraints par les règles du jeu démocratique, très exigeantes en Inde, et ne sont entrés dans la logique dite dynastique que sous la pression de leur parti. Si la famille Nehru-Gandhi est tellement indispensable à celui-ci, c'est non seulement parce qu'elle constitue une véritable locomotive électorale, mais aussi parce que le parti ne parvient pas à garder sa cohésion sans un arbitre capable de contenir les chefs de faction en lutte pour le pouvoir. Le Congrès a toujours fonctionné ainsi, grâce à un leader suprême évoluant au-dessus de la mêlée. De 1920 à 1948, ce point de référence ne fut autre que Gandhi. À la mort du Mahatma, Nehru a pris le relais et bénéficié de la légitimité héritée de ce deuxième père. Dès lors, les Nehru-Gandhi ont repris le rôle que Gandhi avait joué pour permettre au parti de tenir ensemble. Lorsque ce centre a fait défaut – de 1991 à 1998 –, le parti s'est entredéchiré comme jamais et il a fallu que Sonia Gandhi en prenne les rênes pour qu'il retrouve ses repères.

31. Interview avec Rahul Gandhi à New Delhi, le 23 février 2005.

Une nouvelle génération d'héritiers ?

Le type de lignée que représentent les Scindia et les Nehru-Gandhi est aujourd'hui remis en cause par l'essor d'une nouvelle catégorie d'héritiers politiques qui se manifeste principalement au niveau local et régional. Si les notables du Congrès ont toujours plus ou moins cherché à faire de leurs enfants leurs successeurs, et ce avec un succès inégal[32], cette attitude s'est généralisée à partir des années 1990. La politique indienne est de plus en plus une affaire de famille, en tout cas au niveau des États[33]. Au Tamil Nadu, l'actuel chef du gouvernement, Karunanidhi, vient de mettre le pied à l'étrier à Stalin (*sic* !), son fils cadet, en le faisant entrer dans son gouvernement. Au Karnataka, l'actuel chef du gouvernement, H. D. Kumaraswamy, est le fils d'un ancien Premier ministre, Dewe Gowda. En Orissa, Navin Patnaik, au pouvoir depuis 1999, a succédé à son père, Biju Patnaik – qui avait gouverné l'État à deux reprises –, après avoir créé un parti qui porte son nom, le Biju Janata Dal. En Haryana, Devi Lal, ancien chef de gouvernement de cet État et vice-Premier ministre en 1989-1990 a réussi à mettre son fils, Chauthala, au pouvoir en 1990 –, poste que celui-ci a retrouvé dix ans plus tard.

Certes, ces nominations sont chaque fois validées par une élection leur donnant une réelle légitimité, mais elles n'en sont pas moins entachées par des pratiques peu démocratiques, notamment au moment de la prise de contrôle du parti appelé à servir l'ambition des héritiers. Si le Congrès a parfois supplié les Nehru-Gandhi d'entrer en politique, d'autres appareils partisans ont au contraire été accaparés par la famille du dirigeant. Parfois, cela a suscité des résistances à l'origine de scissions[34], mais, dans la plupart des cas, le clan au pouvoir est parvenu à ses fins sans encombres : le DMK de Karunanidi, le BJD de Patnaik, l'INLD de Chauthala sont aujourd'hui des entreprises familiales aux mains d'héritiers.

32. Cette pratique est bien illustrée par le cas des Shukla dans l'Inde centrale : le premier chef de gouvernement de l'État du Madhya Pradesh, R. S. Shukla ouvrit en effet la voie à son fils aîné, Shyam Charan, qui occupa les mêmes fonctions à la fin des années 1960 tandis que son fils cadet devint peu après ministre d'Indira Gandhi.

33. Je n'envisagerai pas ici le cas de figure bien spécifique où l'épouse sert de prête-nom à son époux empêché par son casier judiciaire. Cette configuration est pourtant devenue monnaie courante dans les années 1990, lorsque des députés sortants, impliqués dans des affaires de corruption – notamment l'affaire Hawala –, ont demandé à leur femme de se présenter à leur place – elles l'ont d'ailleurs fait généralement avec succès – et qu'un chef de gouvernement, Lalo Prasad Yadav, s'est fait remplacer par sa chère moitié, Rabri. Dans ce cas, précisément, l'arrangement a duré de 1997 à 2005 pratiquement sans discontinuer.

34. C'est ainsi que le Lok Dal de Charan Singh, Premier ministre en 1979-1980, a éclaté quand ce dernier a voulu mettre son fils, Ajit Singh, au poste de commandes au début des années 1980. Ce dernier a alors créé le LD (A).

Cette liste – à laquelle il faudrait ajouter une formation du Maharashtra, le Republican Party of India du petit-fils d'Ambedkar, premier leader intouchable d'envergure panindienne – montre que la logique dynastique est surtout le fait du Congrès et de partis régionaux. Ni les communistes ni le BJP, la principale formation nationaliste hindoue du pays, ne s'adonnent à ce genre de pratiques[35], même s'il y a des exceptions dont témoigne le cas des Scindia. Il s'agit de partis de cadres dont le fonctionnement échappe à ces travers du fait du rôle central qu'y joue l'idéologie et d'une meilleure institutionnalisation des responsabilités. Par contraste, le Congrès – y compris au niveau de ses branches régionales qui reposent souvent sur des notables devenus de véritables « *boss* régionaux » – et les partis régionaux connaissent une forte personnalisation du pouvoir qui crée les conditions d'un fonctionnement héréditaire. Dans le cas des partis régionaux, cette spécificité s'explique par les circonstances de leur naissance. Bien souvent, ils sont issus de scissions réalisées par des personnalités du Congrès qui se sont dressées contre la politique du parti, au motif que celle-ci ne défend pas suffisamment leur milieu d'origine (les paysans, les intouchables, etc.) ou leur région et sa culture. C'est pourquoi ces partis apparaissent parfois comme régionalistes. Une fois créé par cette nouvelle figure politique, un parti tend à s'identifier à elle, à devenir son entreprise personnelle et, du coup, à être transmis à ses héritiers.

Ce processus a longtemps eu un effet positif sur la démocratie indienne dans la mesure où il a donné une voix à ceux qui ne parvenaient pas à se faire entendre par l'*establishment* congressiste, à commencer par les paysans et les basses castes. Le cas de Charan Singh, qui quitta le Congrès en 1967 pour lancer un nouveau parti représentatif des intérêts paysans que l'élite congressiste ne cessait de mépriser, illustre bien ce phénomène. Son Bharatiya Kranti Dal – qui, rebaptisé plusieurs fois, a fini sa carrière sous le nom de Lok Dal – est resté un parti régional confiné aux frontières de l'Uttar Pradesh où il a été cependant un vecteur de la montée en puissance politique des *kisan* (paysans) dès la fin des années 1960. Le fils de Charan Singh, Ajit Singh, a repris le flambeau à la mort de son père en 1987. Les partis régionalistes ont aussi permis à des groupes linguistiques tenus en lisière par New Delhi d'acquérir une reconnaissance nouvelle. C'est ainsi que le DK – devenu DMK – a donné

35. En revanche, un parti nationaliste hindou régional comme la Shiv Sena est sur le point d'entrer dans une logique dynastique, Bal Thakeray, le fondateur vieillissant du mouvement, s'apprêtant à passer la main à son fils, Udhav, qui est déjà le *working president* du parti, mais en concurrence avec son cousin, Raj. Ce genre de rivalité peut d'ailleurs s'observer au DMK, des luttes fratricides étant à prévoir le jour où Karunanidhi quittera la scène.

aux Dravidiens une visibilité et des droits que, de lui-même, le Congrès ne leur aurait pas concédés. L'apport des formations régionales en termes de démocratisation de la politique indienne faiblit toutefois à mesure que s'y développent des logiques dynastiques. La façon dont des héritiers notoirement corrompus ont pu accéder et se maintenir au pouvoir donne à penser que le modèle lignager incarné par les Scindia et les Nehru-Gandhi est aujourd'hui remis en cause. ■

Christophe Jaffrelot est directeur du CERI-Sciences Po/CNRS et directeur de recherches au CNRS. Il a notamment publié *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation sociopolitique (1885-2005)* (Paris, Fayard, 2005) et codirigé avec Alain Dieckhoff, *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques* (Paris, Presses de Sciences Po, 2006). Adresse électronique : **jaffrelot@ceri-sciences-po.org**